

Annexe 2 : Inventaire des études de cas : informations supplémentaires sur les cas

1) Données de base

Nom de l'approche :	Suivi d'impact local participatif (SILP) du transfert de compétences et de la gouvernance locale des services fournis dans le secteur de l'éducation de base
Pays/région :	Bénin / Départements Atacora et Donga
Noms et coordonnées du point focal:	Silke Woltermann Silke.woltermann@gtz.de 08 BP 1132 Tri Postal, Cotonou, Bénin +229-21304508 , +229-95061185
Noms et coordonnées des auteurs de l'équipe de capitalisation:	M. Manfred Horr, GTZ M. Ronald Redeker, GTZ M. Gerald Schmitt, GTZ M. Reiner Forster, Banque Mondiale Mme Anne Floquet, FIDESPRA

A) Classification des approches présentées dans les études de cas

Veillez cocher les aspects pertinents pour l'approche présentée et attribuer de 0 à 3 croix selon l'importance relative de l'aspect

(0 pas pertinent, + aspect pertinent, mais peu important, ++ aspect important, +++ aspect très important)

- Au niveau des objectifs initiaux
- Au niveau des résultats/expériences (préliminaires)

1) Renforcement des capacités de suivi évaluation de la décentralisation et de la gouvernance locale	Objectifs initiaux	Résultats obtenus
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des acteurs de la gouvernance locales, suivre et évaluer les processus de décentralisation et de gouvernance locale (suivi évaluation de la mise en oeuvre, des résultats, des effets, des impacts)? 	XXX	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'intérêt et la demande pour les outils/approches/systèmes de suivi évaluation 	XX	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités d'auto évaluation des performances des acteurs de la gouvernance locale /des collectivités locales. 	XXX	
2) Renforcement de la redevabilité et de la transparence/du contrôle démocratique de la gouvernance locale		
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer la demande de redevabilité et de transparence de la gouvernance locale. 	XXX	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des acteurs de la gouvernance locale à rendre compte et à gérer les affaires locales d'une manière transparente. 	XXX	
3) Renforcement du contrôle démocratique au niveau des collectivités territoriales		
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités/procédures de contrôle démocratique au niveau des collectivités locales 	XX	
<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer l'intérêt et la demande pour le contrôle démocratique au niveau des collectivités locales 	XXX	

2) Objectifs, acteurs et pertinence de l'approche pour l'exercice de capitalisation

<p>Quels sont les organismes de développement et structures nationales qui ont appuyé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la conception de l'approche ? • l'expérimentation/le test ? • l'utilisation/l'adaptation à des contextes changeants ? • la réplication 	<p>Comité de pilotage SILP : Observatoire du Changement Social, Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Développement et de la Lutte contre la Pauvreté, Fédération des Associations des Parents d'Elèves, Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire et ses services, ONG Africavenir. Dans le processus de la conception, les maires et autres ONG ont été consultés.</p> <p>Comité de pilotage SILP : Observatoire du Changement Social, Secrétariat Permanent de la Commission Nationale de Développement et de la Lutte contre la Pauvreté, Fondation Nationale des Associations des Parents d'Elèves, Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire, ONG Africavenir. Dans le processus de l'expérimentation, les maires, les services et d'autres ONG ont été impliqués. Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire</p> <p>Le projet se trouve encore en phase pilote.</p> <p>Une étude sur l'élargissement aux secteurs santé publique et le secteur « eau » est en cours.</p>
<p>Acteurs/parties prenantes</p> <p>Quels acteurs de la décentralisation et de la gouvernance locale ont participé/ contribué à la conception/au test de l'approche?</p> <p>Utilisateurs/"groupes cible"</p> <p>A qui s'adresse l'approche ? Pour qui l'approche a t-elle été développée?</p> <p>Qui utilise l'approche de suivi-évaluation?</p>	<p>Les élus locaux, particulièrement les maires, les chefs de circonscription scolaire, le ministère concerné, la société civile des communes concernées</p> <p>Les bénéficiaires du service public de l'éducation de Base (élèves et parents) et les prestataires de ce service (direction/administration scolaire, enseignants, association parents d'élèves, circonscription scolaire)</p> <p>Au long terme, ce mécanisme de suivi d'impact inscrit au DSRP (Document de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté) devrait être utilisé par la société civile (à travers des ONG) pour améliorer les services offerts, et de l'Observatoire du Changement Social pour l'analyse d'impact des moyens alloués (PTE et non PTE) sur l'impact de ces moyens. A travers cette analyse, le Ministère concerné devrait utiliser ces résultats pour améliorer sa stratégie et les politiques qui en résultent.</p>

Pertinence de l'expérience/approche pour l'exercice de capitalisation ?

Veillez fournir quelques informations par rapport aux points suivants:

Motivations/objectifs

Quelle ont été les motivations et objectifs pour les différentes parties prenantes de s'engager dans l'approche/ l'expérience de suivi évaluation présentée?

Comment ces objectifs ont évolué au cours de la conception/expérimentation et utilisation de l'approche?

- il manquait le traçage des moyens PPTTE au Bénin, ainsi qu'un instrument de suivi-évaluation de l'impact de ces moyens
- le suivi-évaluation participatif est en théorie prévu dans le système de suivi-évaluation du DSRP, mais il n'y avait aucun instrument pour le réaliser.
- le suivi-évaluation participatif peut fournir des résultats additionnels aux autres méthodes de suivi, ce qui permet d'enrichir la vue sur l'impact des différents politiques dans un secteur.

Ils sont restés les mêmes.

Caractéristiques et processus

Décrivez brièvement les composantes clés, les grandes étapes, les outils et le processus de collecte et d'analyse des données, les types d'information générés dans le cadre de cette approche.

Dans quelle phase se trouve actuellement l'approche : phase de conception, d'expérimentation, de capitalisation, d'utilisation, d'adaptation/réplication ?

- Traçage des moyens alloués au secteur jusqu'au niveau communal (flux et montant des données financières)
- Collecte des données quantitatives sur l'éducation au Bénin
- Ateliers de sensibilisation des acteurs au niveau communal
- Ateliers de suivi dans des écoles sélectionnées avec toutes les parties impliquées : élèves, parents, association des parents d'élèves, enseignants, direction scolaire, maire, chef de circonscription scolaire. Suivi d'impact du service (dans la plupart des informations qualitatives) et élaboration d'un plan d'action.
- Présentation des résultats au niveau communal
- Suivi de la mise en œuvre des plans d'action
- Rapport au Ministère de l'Enseignement Primaire et Secondaire et aux autres acteurs nationaux (déjà précédemment listés).

Phase d'expérimentation

<p>Partage d'informations et apprentissage</p> <ul style="list-style-type: none"> • Quelles leçons souhaiteriez-vous partager avec les participants du séminaire sous-régional ou des acteurs de la décentralisation/gouvernance locale de la sous région ? • Citez trois défis sur lesquels vous souhaiteriez échanger avec les participants du séminaire sous-régional. 	<p>Les informations sur les réformes au cours du processus de décentralisation/gouvernance locale ne passent pas bien jusqu'au niveau communale. Souvent, ni les nouvelles compétences des communes ni les moyens prévus dans la loi ne sont connus par la société civile et même par les élus locaux. Un système de suivi local participatif peut aider à augmenter la transparence y relatif pour toutes les parties concernées.</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'implication durable de la société civile à une démarche de suivi d'impact (comment l'intéresser et maintenir cet intérêt) • La coordination des résultats du suivi au niveau départemental • Le suivi de la mise en œuvre des plans d'action pour vraiment changer quelque chose et pour responsabiliser les acteurs
<p>Autres commentaires</p>	<p>La phase pilote se terminera fin mars.</p>